



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 8/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**HOLCIM HAUT-RHIN**

1 ROUTE DE THANN  
BP 21  
68130 Altkirch

Références : 0006700701\_2024\_11\_21\_Holcim\_ViPPC  
Code AIOT : 0006700701

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement HOLCIM HAUT-RHIN implanté 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch. L'inspection a été annoncée le 18/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'arrêté du 03 mai 2024 a prescrit à l'exploitant la réalisation d'investigations relatives aux émissions de poussières et d'odeurs, à la suite de signalements du voisinage relatifs à des nuisances. Le contrôle a été réalisé dans ce cadre, afin de vérifier la mise en œuvre des dispositions prévues par l'arrêté précité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HOLCIM HAUT-RHIN
- 1 ROUTE DE THANN 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700701
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Holcim Haut-Rhin exploite une installation de fabrication de ciment à Altkirch.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

- Suite à mise en demeure

### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

### **Références réglementaires**

- arrêté du 13 février 2020 réglementant les activités de fabrication de ciment et d'incinération de déchets de la société HOLCIM Haut-Rhin située 1 route de Thann à Altkirch
- arrêté du 20 février 2024 portant mise en demeure à la société HOLCIM Haut-Rhin pour son site 1 route de Thann à Altkirch (68130)
- arrêté du 03 mai 2024 portant prescriptions complémentaires à la société HOLCIM Haut-Rhin pour la réduction des émissions de poussières et d'odeurs et la surveillance environnementale de son installation de production de ciment située à Altkirch (68)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan de surveillance environnementale	AP de Mise en Demeure du 20/02/2024, article 2	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	2 mois
2	Diagnostic relatif aux émissions de poussières	AP Complémentaire du 03/05/2024, article 2	Demande d'action corrective	2 mois
3	Surveillance environnementale (1)	AP Complémentaire du 03/05/2024, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Surveillance environnementale (2)	AP Complémentaire du 03/05/2024, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
5	Diagnostic relatif aux émissions d'odeurs	AP Complémentaire du 03/05/2024, article 4	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
8	Surveillance des rejets atmosphériques (four) – respect des VLE	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 49.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Contrôle des niveaux de bruit	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 64.4	Sans objet
7	Surveillance des rejets atmosphériques (four)	AP Complémentaire du 13/02/2020, article 59.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence une non-conformité relative à la réalisation du diagnostic sur les émissions d'odeurs.

Il a par ailleurs été constaté que l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure du 20 février 2024.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Plan de surveillance environnementale**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/02/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant se conforme, <b>dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent</b>

**arrêté**, aux dispositions de l'article 62 de l'arrêté modifié du 13 février 2020 susvisé :

« L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Il concerne les poussières, les dioxines et les métaux.

### **1. Principe et objectifs du programme de surveillance**

L'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité et à ses frais un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets sur l'environnement, dit « programme de surveillance ».

Il permet d'assurer une surveillance des émissions canalisées et diffuses issues de l'installation et de leurs effets.

Le programme de surveillance est transmis, d'ici le 01/07/2023, à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance.

Il y est notamment spécifié :

- l'objectif de la surveillance environnementale ;
  - la liste des documents d'appui (réglementation, carte...) ;
  - la nature des émissions associées à l'installation (diffuses, canalisées) ;
  - le périmètre retenu pour la zone d'étude ;
  - la nature des milieux environnants et le contexte local ;
  - la nature des polluants recherchés (choix des métaux d'intérêt) ;
  - le choix et la justification des périodes de mesures ou de prélèvements ;
  - la durée des périodes de mesure et leur fréquence ;
  - les points de mesure/prélèvement et leur justification ;
  - le choix et la justification des méthodes de prélèvements et d'analyse.
- Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant justifie, par modélisation ou par d'autres moyens d'étude (condition météo), l'emplacement des points de mesure.

Les mesures sont réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé le plus important.

Les mesures sont réalisées lorsque la contribution est caractéristique de l'activité y compris lorsque la contribution y est la plus forte (fonctionnement normal, régime de démarrage, dérive suite à un dysfonctionnement, etc)»

### **Constats :**

Pour mémoire, le plan de surveillance présenté dans le cadre du contrôle du 09 novembre 2023 (rapport du 16 janvier 2024) ne répondait pas à la prescription (il comportait deux propositions de plan de surveillance sans qu'il soit statué sur l'un ou l'autre, les points de surveillance n'étaient pas adaptés à la surveillance des émissions diffuses).

L'exploitant a communiqué une mise à jour du plan de surveillance par courriel du 19 avril 2024.

L'Inspection observe que le document présente des propositions de surveillance déterminées sur la base d'une étude de dispersion (pour les émissions canalisées).

Pour la surveillance des PCDD/PCDF et métaux, le plan de surveillance propose les points suivants :

- station nord-est, à 300 mètres du point d'émission (impact principal au niveau des habitations sur les flancs du Rebberg) ;
- station secondaire nord-est, à 2 km de la cimenterie, à Walheim ;
- station située à 500 m au sud-ouest (habitations après la zone industrielle) ;
- station sud-ouest à 1,3 km de la cimenterie (quartier résidentiel sur les hauteurs d'Altkirch) ;
- deux stations témoins (une à 1,3 km au nord à Aspach et une à 5,3 km au nord-ouest de la cimenterie).

Concernant la surveillance des émissions diffuses, et notamment des retombées de poussières,

<p>des points de surveillance situés à proximité de l'installation ont été retenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• station à 300 m au nord-est de la cheminée du four (habitations sur les flans du Rebberg) ;</li> <li>• station située à 500 m au sud-ouest de la cimenterie (habitation situées après la zone industrielle) ;</li> <li>• un point témoin à 1,25 km au sud-est de la cimenterie.</li> </ul> <p>Concernant la surveillance des retombées de poussières, pour le point situé au nord-est de l'installation, l'Inspection considère que le point prévu dans le plan de surveillance (300 m de la tour) est trop éloigné des installations.</p> <p>L'exploitant indique toutefois que la mesure sera réalisée dans une propriété située au bas du chemin des Carrières à environ 100 à 150 m de la tour (soit un point représentatif des habitations les plus proches de l'installation).</p> <p>Les fréquences et les périodes de prélèvement proposées dans le plan de surveillance sont en accord avec les recommandations du guide de l'INERIS « Surveillance dans l'air autour des installations classées » de décembre 2021 et avec les dispositions de l'arrêté préfectoral du 03 mai 2024.</p> <p>Au regard de ces éléments, il apparaît que l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant d'actualiser l'implantation des points de mesure des retombées de poussières dans son plan de surveillance pour les points situés à proximité de ses installations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 2 : Diagnostic relatif aux émissions de poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/05/2024, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Diagnostic relatif aux émissions de poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées un diagnostic relatif aux émissions de poussières associées au fonctionnement de son installation. Il comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'identification des sources d'émission de poussières en fonctionnement normal ou incidentel prenant en compte les émissions diffuses et canalisées ;</li> <li>• pour chaque source identifiée (canalisée et diffuse), l'étude des dispositions permettant de réduire les émissions de poussières et leur faisabilité ;</li> <li>• un plan d'actions visant à limiter les émissions de poussières accompagné d'un échéancier, en justifiant les éventuelles dispositions envisageables non retenues</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué le document « diagnostic relatif aux émissions de poussières » par courriel du 20 novembre 2024.</p> <p>L'Inspection observe que l'identification des sources de poussières est très peu développée dans le document, notamment pour ce qui concerne les émissions diffuses.</p> <p>En outre, si le document précise que les sources d'émissions diffuses peuvent avoir plusieurs origines et notamment que des poussières au sol peuvent être remises en suspension, aucun diagnostic n'est réalisé et aucune présentation des dispositions mises en œuvre pour réduire les émissions ou les remises en suspension n'est présentée (ex : nettoyage de certaines parties exposées, ...).</p> <p>Le document présente un plan d'actions qui vise à limiter les rejets de poussières diffuses lors des phases transitoires d'arrêt / démarrage du four et lors de l'usage de la chambre noire.</p>

Concernant les phases transitoires d'arrêt / démarrage du four, les actions suivantes sont proposées :

- création d'un automatisme de supervision et d'assistance de mise à l'arrêt du four (31 mars 2025) ;
- installation d'une caméra orientée vue tour afin de visualiser les potentielles émissions de poussières depuis la salle de contrôle (31 janvier 2025) ;
- automatisation de la fermeture du registre de coupure des combustibles alternatifs injectés en pied de la tour de préchauffage (31 mars 2025) ;
- rénovation du joint aval (28 février 2025) ;
- mise à jour du mode opératoire d'arrêt du four (31 mars 2025) ;
- mise à jour du mode opératoire de démarrage du four (31 mars 2025). A cet égard, il a été constaté au niveau du poste de contrôle que le mode opératoire actuel est disponible et accessible aux opérateurs. L'opérateur présent au cours du contrôle a présenté le document ;
- formation des opérateurs aux modes opératoires (31 mai 2025).

Si l'Inspection note positivement que le plan d'actions comporte des dispositions visant à maintenir l'installation en dépression au cours des arrêts imprévisibles et ainsi à limiter les émissions diffuses, elle observe toutefois que le plan d'actions ne comprend pas de dispositions visant à prévenir les arrêts imprévisibles du four.

Au cours du contrôle, il a été indiqué que du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 octobre 2024, 22 arrêts de four non programmés ont été enregistrés. Pour mémoire, au cours du contrôle du 09 novembre 2023, il avait été indiqué que sur une période équivalente (1<sup>er</sup> janvier au 31 octobre 2023), 35 arrêts avaient été enregistrés. Ces éléments mettent en lumière une réduction du nombre d'arrêts, mais qui est toutefois susceptible d'être notablement influencée par un temps de fonctionnement réduit en 2024.

Au cours du contrôle du 09 novembre 2023, il avait été indiqué que des réflexions étaient engagées sur les modalités de maintenance et d'entretien des équipements afin de réduire leur taux d'indisponibilité et de limiter les bouchages de cyclone. Ces éléments ne sont pas présentés dans le plan d'actions.

Il est ressorti des échanges qu'à ce stade, l'exploitant a identifié des pistes de travail telles que :

- le déploiement du dispositif Cardox en cours d'étude qui pourrait permettre de limiter les bouchages de cyclones ;
- les réflexions engagées pour la mise en place d'analyses de farines chaudes qui viseront également à prévenir d'éventuels colmatages.

En outre, aucun élément n'est présenté en lien avec le débouchage des cyclones qui peut également être générateur de poussières.

Par ailleurs, au cours du contrôle précédent, d'autres réflexions avaient été évoquées relatives à la conception des installations (fermeture de certains étages de la tour). Aucun élément n'est présenté dans le document sur ces aspects (dont une étude de faisabilité).

Concernant la chambre noire, le plan d'actions comporte les propositions suivantes :

- optimisation du dépoussiérage de la chambre noire (31 décembre 2027) ;
- ajout d'une détection et d'une alarme lorsqu'il y a surcharge en introduction sur la puissance de l'élévateur et asservissement de la fermeture des registres (31 mars 2025) ;
- compléments de formation à la conduite de la chargeuse (31 octobre 2025) ;
- mise à disposition de pièces de rechange en magasin pour la porte de la chambre noire (28 février 2025) ;
- mise à jour de l'instruction « conduite de four » en précisant le cas d'utilisation prolongée de la chambre noire et le nettoyage de la zone (15 janvier 2025).

#### **Demande à formuler à l'exploitant :**

Il appartient à l'exploitant de compléter son plan d'actions dans un délai de deux mois au regard des observations mentionnées dans le constat ci-dessus :

- compléments relatifs aux sources d'émissions diffuses et modalités de réduction associées (y compris sur des interventions génératrices de poussières) ;
- actions visant à prévenir les arrêts imprévisibles de l'installation ;
- éléments d'amélioration relatifs à la conception de l'installation.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 3 : Surveillance environnementale (1)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/05/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Retombées de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Pendant 24 mois à compter de la notification du présent arrêté, la surveillance des retombées de poussières réalisée en application de l'article 62 de l'arrêté modifié du 13 février 2020 susvisé par la méthode des jauges de retombées est réalisée à une fréquence trimestrielle (soit huit campagnes de prélèvement) dans l'environnement proche de l'installation au niveau des zones où l'impact est supposé le plus important pour les poussières (zones identifiées dans le programme de surveillance établi en application de l'article 62 de l'arrêté modifié du 13 février 2020). La surveillance comporte également un point témoin. Les résultats sont communiqués à l'Inspection dans un délai d'un mois suivant leur réception</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que les mesures prévues n'ont pas été réalisées.</p> <p>L'exploitant a présenté un bon de commande relatif à la réalisation d'une campagne de mesure au mois de décembre 2024.</p> <p>Dans ces conditions, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de faire réaliser la campagne de surveillance prévue dans les meilleurs délais et de communiquer les résultats à l'Inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Surveillance environnementale (2)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/05/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures dans l'air ambiant
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>2. L'exploitant fait réaliser des mesures de la concentration de poussières dans l'air ambiant sur une durée de sept jours dans l'environnement proche de l'installation au niveau des zones où l'impact est supposé le plus important, identifiées dans le programme de surveillance établi en application de l'article 62 de l'arrêté modifié du 13 février 2020. L'exploitant interprète les résultats et présente des éléments adaptés et proportionnés pour les objectiver au regard des caractéristiques des émissions associées au fonctionnement de la cimenterie. Elles sont réalisées à une fréquence semestrielle pendant un an. Les mesures sont réalisées lorsque la contribution est caractéristique de l'activité y compris lorsque la contribution y est la plus forte (fonctionnement normal, régime de démarrage, dérive suite à un dysfonctionnement, etc). Les résultats sont communiqués à l'Inspection dans un délai d'un mois suivant leur réception.</p>
<b>Constats :</b>

Il a été constaté que les mesures prévues n'ont pas été réalisées.
L'exploitant a présenté un bon de commande relatif à la réalisation d'une campagne de mesure au mois de décembre 2024.
Dans ces conditions, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de faire réaliser la campagne de surveillance prévue dans les meilleurs délais et de communiquer les résultats à l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Diagnostic relatif aux émissions d'odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/05/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Diagnostic relatif aux émissions d'odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées un diagnostic relatif aux émissions d'odeurs associées au fonctionnement de son installation. Il comporte : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'identification des déchets susceptibles d'être à l'origine de nuisances ;</li> <li>• l'identification des opérations à l'origine des nuisances (dépotage, stockage, ...) et l'étude des mesures de prévention et / ou de réduction permettant de réduire les nuisances (notamment par captation et traitement) et leur faisabilité ;</li> <li>• un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;</li> <li>• un plan d'actions visant à limiter les nuisances, accompagné d'un échéancier, en justifiant les éventuelles dispositions envisageables non retenues. Il comporte un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes d'odeurs signalés.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Il a été constaté que l'exploitant n'a pas fait réaliser le diagnostic prescrit.  L'exploitant a indiqué oralement qu'un prestataire a été missionné pour le faire. Un diagnostic est prévu début décembre (compréhension du procédé, identifier les odeurs et les sources, orienter les premiers axes de lutte et définir des propositions d'actions). Il a été indiqué qu'un premier bilan est attendu en janvier et que si nécessaire, des investigations complémentaires seront déterminées à ce moment là.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 6 : Contrôle des niveaux de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/02/2020, article 64.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de l'émergence en zones à émergence réglementée
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 64.4 de l'arrêté du 13 février 2020  L'exploitant doit réaliser tous les trois ans, à ses frais, un contrôle des niveaux d'émissions sonores générées par son établissement. Le contrôle du niveau de bruit et de l'émergence, sera effectué par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures (émergence en zone réglementée et niveaux de bruit en limite de



propriété de l'établissement) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ; en cas de non-conformité, ils lui sont transmis et accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.

Article 64.1 de l'arrêté du 13 février 2020 (modifié par l'arrêté du 1er août 2024)

Au-delà d'une distance de 50 m des limites de propriété, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée. Les points de mesure des zones à émergence réglementée sont définis sur le plan annexé au présent arrêté ainsi que les points de mesure en limite de site mentionnés à l'article suivant, le 64.2. Ces emplacements pourront être complétés sur demande du service d'inspection.

**Constats :**

Le contrôle a uniquement porté sur la mesure des niveaux d'émergence en zone à émergence réglementée.

Pour mémoire, l'exploitant a procédé à une mesure de l'émergence chez un riverain situé dans le voisinage de l'installation le 07 septembre 2023. Il est toutefois apparu que les niveaux d'émergence définies par l'arrêté préfectoral ne pouvaient pas être appliqués au point de mesure. En effet, ceux-ci ne s'appliquent qu'à partir de 50 m des limites de propriétés (cf antériorité, vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté du 03 avril 2001 et de l'arrêté du 07 mars 2006).

L'arrêté préfectoral complémentaire du 1<sup>er</sup> août 2024 a précisé les points de mesure en zone à émergence réglementée.

Par lettre du 12 novembre 2024, il a été demandé à l'exploitant de faire réaliser de nouvelles mesures dans un délai de trois mois.

L'exploitant a passé commande en septembre 2024 pour faire toutes les mesures des émissions sonores (niveaux de bruit, émergences) au premier trimestre 2025.

A titre d'information, concernant les actions engagées par l'exploitant pour réduire les émissions sonores associées à son installation, il a été indiqué que :

- les alarmes associées aux « airchocs » ont été supprimées depuis début 2024 ;
- le déploiement du dispositif Cardox est en cours. Il permettra de limiter l'usage du marteau-piqueur ;
- une importante opération de maintenance a été réalisée sur les dispositifs "airchocs" en décembre 2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de communiquer les résultats des mesures des émissions sonores à l'Inspection dès leur réception avec tous les éléments d'appréciation. Le cas échéant, ils seront accompagnés des actions correctives envisagées associées à un plan d'actions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Surveillance des rejets atmosphériques (four)**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/02/2020, article 59.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets canalisés

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe deux fois par an les mesures sur l'ensemble des paramètres mesurés en continu [(Poussières totales, COT, HCl, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, CO, O<sub>2</sub> et vapeur d'eau, NH<sub>3</sub>) et semi-continu (dioxines et furanes)].

L'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe deux fois par an les mesures sur les paramètres suivants :

- fluorure d'hydrogène ;
- Cadmium (Cd) et ses composés ;
- Thallium (Tl) et ses composés ;
- Mercure (Hg) et ses composés ;
- Total des autres métaux lourds et leurs composés (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) ;
- Dioxines et furanes.

[...]

**Constats :**

La dernière campagne de surveillance a été réalisée fin octobre 2024. Les résultats ne sont pas encore disponibles.

La campagne précédente a été réalisée en juillet (rapport RC46396 du 31 juillet 2024 version 1). L'analyse a porté sur l'ensemble des paramètres prévus par la prescription précitée.

**Demande à formuler à l'exploitant :**

L'exploitant communiquera les résultats des mesures réalisées en octobre 2024 à l'Inspection dès qu'ils seront disponibles.

**Type de suites proposées :** Sans suites

**N° 8 : Surveillance des rejets atmosphériques (four) – respect des VLE**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/02/2020, article 49.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets canalisés

**Prescription contrôlée :**

Les installations de co-incinération sont conçues, équipées et exploitées de manière à ce que les valeurs limites d'émission ci-après ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux.

Les valeurs limites sont exprimées aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 10 % sur gaz sec.

[...]

Paramètre	Concentration en moyenne journalière	Concentration en moyenne semi-horaire	Flux horaires en moyenne journalière
Poussières totales	20 mg / Nm <sup>3</sup>	60 mg / Nm <sup>3</sup>	2,4 kg/h
HCl	10 mg / Nm <sup>3</sup>	60 mg / Nm <sup>3</sup>	1,2 kg/h
HF	1 mg / Nm <sup>3</sup>	4 mg / Nm <sup>3</sup>	0,12 kg/h
NO <sub>x</sub>	500 mg / Nm <sup>3</sup>	1000 mg / Nm <sup>3</sup>	60 kg/h
Cd + Tl	0,05 mg / Nm <sup>3</sup>	-	0.006 kg/h
Hg	0,05 mg / Nm <sup>3</sup>	-	0.006 kg/h
Métaux (Ni + Cr + Sb + As + Pb + Co + Cu + Mn + Ni + V)	0,5 mg / Nm <sup>3</sup>	-	0,06 kg/h
Dioxines et furanes	0,1 ng / Nm <sup>3</sup>		12 µg/h
SO <sub>2</sub>	50 mg / Nm <sup>3</sup>	200 mg / Nm <sup>3</sup>	6 kg/h
COT	66 mg / Nm <sup>3</sup>	132 mg / Nm <sup>3</sup>	7,9 kg/h
NH <sub>3</sub>	100 mg / Nm <sup>3</sup>	-	

[...]

**Constats :**

Le contrôle de cette prescription a été réalisé à partir des résultats des mesures effectuées le 02 juillet 2024 (rapport RC46396 du 31 juillet 2024 version 1), les résultats des dernières mesures n'étant pas encore disponibles.

Le rapport de mesure met en évidence les dépassements suivants :

- concentration moyenne en  $\text{NH}_3$  (107 mg /  $\text{Nm}^3$ ) ;
- flux en  $\text{NO}_x$  (64,1 kg/h) ;
- flux en COT (9,6 kg/h).

Concernant la mesure de la concentration en ammoniac ( $\text{NH}_3$ ), l'exploitant a indiqué que la surveillance en continu n'avait pas donné lieu à un dépassement de la moyenne journalière pour ce paramètre (31,52 mg /  $\text{Nm}^3$ ) le 02 juillet 2024.

L'Inspection observe toutefois que sur des plages de surveillance comparables (10h30 – 11h et 11h – 11h30), les résultats de l'autosurveillance étaient très différents de ceux de l'organisme de contrôle.

En effet, sur la plage 10h29 – 11h29, l'organisme de contrôle a mesuré une concentration de 119 mg /  $\text{m}^3$ , alors que la surveillance en continu a donné des résultats très inférieurs (35,36 mg /  $\text{m}^3$  de 10h30 à 11h et 40,64 mg /  $\text{m}^3$  de 11h à 11h30).

A cet égard, l'Inspection souligne le fait que le dernier AST réalisé le 02 juillet 2024 (rapport RC 46490 du 07 août 2024) a mis en évidence une anomalie pour le paramètre  $\text{NH}_3$  et a conclu à la nécessité de faire réaliser un nouveau QAL2.

L'exploitant a indiqué que le fournisseur du dispositif de mesure en continu est intervenu le 26 septembre 2024, que les tests opérationnels réalisés à cette occasion n'ont pas mis en évidence d'anomalie et qu'un QAL2 est prévu au premier trimestre 2025.

L'exploitant n'a pas communiqué d'autres éléments relatifs à ce dépassement.

Par ailleurs, concernant les dépassements des flux de  $\text{NO}_x$  et de COT, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de justification.

S'agissant d'une mesure ponctuelle et dans l'attente des résultats de l'analyse réalisée en octobre 2024, il n'est pas proposé de mise en demeure à ce stade pour ces dépassements.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il appartient à l'exploitant de justifier les dépassements observés au cours des mesures du 02 juillet 2024.

Il réalisera également une analyse comparative entre les résultats de son autosurveillance et les résultats de l'organisme de contrôle pour le paramètre  $\text{NH}_3$  sur la base des mesures réalisées en octobre. Les résultats de cette analyse seront communiqués à l'Inspection dans un délai de deux mois avec tous les éléments d'appréciation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**Constat hors points de contrôle**

1. Dans le cadre du contrôle, il a été demandé à l'exploitant d'indiquer le nombre de signalements extérieurs relatifs à des émissions de poussières reçus depuis le début de l'année. Toutefois, l'exploitant a indiqué qu'il ne disposait plus d'un registre tel que tenu les années précédentes.

L'Inspection observe que la tenue d'un tel registre permettrait à l'exploitant de disposer d'éléments objectifs pour évaluer l'évolution de la situation au fil du temps.

2. L'Inspection regrette la transmission tardive des documents préparatoires demandés en préalable au contrôle (le 20 novembre en milieu de journée, soit une demi-journée avant le contrôle).

3. Il est rappelé que, conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 2023, une analyse annuelle des paramètres HCN, HAP (16), Phénol et Benzène est à réaliser.